



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19, place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNAUF INSULATION LANNEMEZAN

501 voie napoléon III
65300 Lannemezan

Références : 2025-0185-DP
Code AIOT : 0006806581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement KNAUF INSULATION LANNEMEZAN implanté 501 VOIE NAPOLEON III 65300 LANNEMEZAN. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre des suites données à la visite d'inspection du 17 décembre 2024, l'objectif étant de constater la satisfaction complète des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 décembre 2024.

Par ailleurs, un contrôle par sondage des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024 a été réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INSULATION LANNEMEZAN

- 501 VOIE NAPOLEON III 65300 LANNEMEZAN
- Code AIOT : 0006806581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de production KNAUF de Lannemezan est spécialisé dans la fabrication de laine de verre. A ce titre, le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur des activités de fusion de matières minérales (rubrique 3340).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Four de fusion	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Stockage extérieur de produits finis	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.3.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD - Respect des valeurs limites d'émission	AP de Mise en Demeure du 05/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Dispositions générales - Indisponibilité	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 3.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des unités de traitement		
3	Origine et approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 4.2.1	Sans objet
4	Gestion des eaux rejetées au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 4.6.2-a)	Sans objet
5	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.4.1-a)	Sans objet
6	Gestion des eaux rejetées au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 4.6.2-b)	Sans objet
7	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.4.1-b)	Sans objet
8	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 5.2	Sans objet
9	Registre chronologique	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 5.6	Sans objet
10	Mesures périodiques des niveau sonores	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 6.2.4	Sans objet
11	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.2.1	Sans objet
12	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
16	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.4.2	Sans objet
17	Surveillance des rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 décembre 2024. De ce fait, celui-ci cesse de produire effet.

L'exploitant a démontré le respect de la réglementation qui lui est applicable. Cependant, des actions correctives sont demandées pour certains points de constat détaillés dans le présent rapport (mise en conformité des installations électriques, mise à jour des procédures perte de confinement du four et stockage extérieur des produits finis).

Par ailleurs, lors des précédentes visites d'inspection du 18 avril 2023 et du 17 septembre 2024,

certain constat avaient fait l'objet d'une demande d'action corrective. Au regard des éléments transmis par l'exploitant, les constat des rapport de contrôle de l'Inspection des installation classées en date du 26 avril 2023 et du 5 novembre 2024 sont dès à présent soldés :

- constat n°7 de la visite du 18 avril 2023 : il avait été demandé à l'exploitant de prendre contact avec les organismes de contrôle IRH et APAVE au sujet des non conformités relatives aux trappes de prélèvement afin de déterminer de quelle manière elles perturbent les résultats et leur indice de confiance. La réponse de l'IRH datée du 30 mai 2023 et la réponse de l'APAVE datée du 2 juin 2023 ont été consultées en inspection. L'impact sur les résultats est nul pour les polluants gazeux et quasi nul pour les polluants particulaires : la présence de ventilateur et les longueurs droites en amont du point de prélèvement garantissent une bonne homogénéité du flux à l'intérieur de la cheminée. Les conditions de prélèvements restent acceptables au regard de la norme de prélèvement en vigueur pour les organismes de contrôles. **L'exploitant doit cependant étudier la faisabilité de mettre en place une trappe ou un piquage placé à 90° au niveau des rejets L2 et L4 ;**
- constat n°12 de la visite du 18 avril 2023 : il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs relatif à l'accréditation des sous-traitants pour les rapports des 27 septembre 2022 et des 14 décembre 2022 dont la partie 6.1 n'était pas complétée. La réponse de l'IRH datée du 30 mars 2023 a été consultée en inspection. Le sommaire des rapports n'ayant pas été mis à jour, la partie 6.1 est disponible en partie 4.1 ;
- constat n°1 de la visite du 17 septembre 2024 : il avait été demandé à l'exploitant d'actualiser la rose des vents avec les données météorologique 2023 et 2024. L'exploitant dispose d'une rose des vents pour l'année 2023 et d'une rose des vents pour l'année 2024. Ces dernières ont été consultées en inspection et n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection;
- constat n°2 de la visite du 17 septembre 2024 : il avait été demandé à l'exploitant de garantir la programmation des prochaines campagnes d'analyses des retombées en poussières sur les sols lors des mêmes périodes de prélèvements que les années précédentes. La campagne 2025 est prévue le 5 juillet prochain;
- constat n°3 de la visite du 17 septembre 2024 : il avait été demandé à l'exploitant de programmer une nouvelle analyse d'accumulation de plomb dans les végétaux sur l'ensemble des points. Le rapport relatif aux mesures réalisées le 25 septembre 2024 conclut sur des résultats conformes. A noter que le suivi du plomb au niveau du rejet L1 est conforme sur les trois dernières années (moyenne de 0,008 mg/Nm³ pour une VLE de 1 mg/Nm³).

2-4) Fiches de constat

N° 1 : APMD - Respect des valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : La société KNAUF INSULATION, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Lannemezan, est mise en demeure de respecter, sous un délai de 4 mois, l'article 6.3 de l'arrêté

<p>préfectoral complémentaire du 10 août 2017 susvisé, en respectant les valeurs limites d'émission réglementaires sur les rejets atmosphériques issus du four L1.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>A noter que l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2017 a été abrogé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux figurant à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024 précité.</i></p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 17 septembre 2024, le rapport des analyses effectuées sur les rejets du four L1 par la société IRH le 27 mai 2024 a été consulté. Ce dernier concluait sur un dépassement des VLE pour les paramètres SO₂ (mesuré à 149 mg/Nm³ pour une VLE de 135 mg/Nm³) et NOX (mesuré à 402mg/Nm³ pour une VLE de 300 mg/Nm³).</p> <p>Dans le cadre d'un contrôle inopiné, la société APAVE a procédé à une analyse des rejets atmosphériques les 3 et 17 juin 2024. Le rapport conclut sur un dépassement des VLE pour le paramètre SO₂ (mesuré à 224 mg/Nm³ pour une VLE de 135 mg/Nm³).</p> <p>La société IRH a effectué le contrôle semestriel du rejet L1 du 4 au 6 février 2025. Le rapport conclut sur un dépassement des VLE pour le paramètre poussières (mesuré à 24,8 mg/Nm³ en moyenne pour une VLE de 20 mg/Nm³). Les paramètres SO₂ et NOX sont conformes aux VLE. Une analyse du paramètre poussières a été effectué par la société APAVE le 4 juin 2025. Le rapport d'analyse conclut sur un respect des VLE (essai 1 : 9,20 mg/Nm³, essai 2 : 11,17 mg/Nm³, essai 3 : 12,51 mg/Nm³ pour une VLE de 20 mg/Nm³) .</p> <p>La société KNAUF a satisfait à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 décembre 2024. De ce fait, celui-ci cesse de produire effet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Dispositions générales - Indisponibilité des unités de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (pour entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration, etc.) pendant laquelle les valeurs limites du rejet fixées pour les rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de suivi de la durée cumulée d'indisponibilité des unités de</p>

traitement.
Ce dernier a été consulté et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.
Les durées d'indisponibilité en 2023, 2024 et 2025 sont inférieures à 250 heures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Origine et approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 4.2.1

Thème(s) : Autre, Procédure d'urgence

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant prévoit, dans une procédure d'urgence, les mesures à mettre en œuvre en cas d'arrêt d'alimentation en eau du site par l'usine ARKEMA afin d'assurer, à minima, la sécurité des installations et la disponibilité des moyens en eaux destinés à la lutte contre l'incendie. L'exploitant est en mesure d'estimer la durée pendant laquelle ses installations peuvent continuer à fonctionner, en marche normale, en cas d'arrêt d'alimentation en eau du site par l'une ARKEMA.

Constats :

La procédure d'arrêt des installations et la fiche réflexe relative à la mise en sécurité des installations ont été consultées en inspection. Ces dernières n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Lors de l'exercice préfectoral d'activation du plan particulier d'intervention (PPI) du barrage de Cap de Long qui s'est déroulé les 29 et 30 avril 2025, l'exploitant a été en mesure d'estimer la durée pendant laquelle ses installations peuvent continuer à fonctionner, en marche normale, en cas d'arrêt d'alimentation en eau du site par l'usine ARKEMA.

Le compte-rendu de l'exercice a été consulté en inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des eaux rejetées au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 4.6.2-a)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux

Prescription contrôlée :

a) Eaux issues des tours aéroréfrigérantes (purge et lavage)

Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées dans le bassin d'écêtement, sous réserve du respect des valeurs limites de rejet définies à l'article 38-1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 pour les paramètres suivants :

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)
MEST	100	15

DCO	300	50
Phosphore total	10	15
Fer et ses composés	5	/
AOX	1	/
Plomb et ses composés	0,5	/
Nickel et ses composés	0,5	/
Arsenic et ses composés	0,05	/
Cuivre et ses composés	0,5	/
Zinc et ses composés	2	/
THM (TriHaloMéthane)	1	/

Pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées.

En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 sont respectées.

Constats :

Les deux derniers rapport de contrôle des eaux issues des tours aéroréfrigérantes ont été consultés en inspection :

- rapport EUROFINS relatif aux prélèvements du 6 février 2025 : résultats conformes pour les TAR Cullet et Utilités ;
- rapport EUROFINS relatif aux prélèvements du 7 novembre 2024 : résultats conformes pour la TAR Utilités et résultats non conformes pour le paramètre Fer pour la TAR Cullet (5,4 mg/L pour une VLE de 5 mg/L).

La société IGIENAIR a procédé à une opération de nettoyage et désinfection des TAR Cullet et Utilités du 7 au 10 avril 2025. A cette occasion les packings de la TAR Cullet ont été remplacés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.4.1-a)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder à des analyses, réalisées sur des prélèvements 24 heures, sur les

paramètres définis ci-dessous :
a) Eaux issues des tours aéroréfrigérantes (purge et lavage)
Paramètres :

- MEST
- DCO
- Phosphore total
- Fer et ses composés
- Plomb et ses composés
- Arsenic et ses composés
- Nickel et ses composés
- Cuivre et ses composés
- Zinc et ses composés
- THM
- AOX

Périodicité : semestrielle

Constats :

La fréquence de contrôle semestrielle est respectée et tous les paramètres de l'article 9.4.1-a) de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2024 font l'objet d'une analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des eaux rejetées au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 4.6.2-b)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux

Prescription contrôlée :

b) Rejet au milieu naturel
Les eaux issues du bassin d'écêtement (rejet référencé n°3) sont rejetées dans la rivière la Save.
Un ouvrage de traitement est aménagé sur le débit de fuite régulé du bassin d'écêtement. Cet ouvrage doit être dimensionné de manière à permettre le respect des normes de rejet suivantes :

Paramètres	Concentration maximale (mg/L)
Température maximale	30°C
pH	6,5-9
DCO	125
MES	30
DBO5	30
Azote global	30

Azote Kjeldahl	10
Phosphore total	10
Indice phénols	0,3
Arsenic et ses composés (en As)	0,3
Chrome hexavalent et ses composés (en Cr)	0,1
Plomb et ses composés (en Pb)	0,3
Cadmium et ses composés (en Cd)	0,05
Cuivre et ses composés (en Cu)	0,3
Chrome et ses composés (en Cr)	0,3
Mercure et ses composés (en Hg)	0,05
Nickel et ses composés (en Ni)	0,5
Zinc et ses composés (en Zn)	0,5
Étain et ses composés (en Sn)	0,5
Fer, aluminium et ses composés (en Fe +Al)	5
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1
Hydrocarbures totaux	10
Fluor et ses composés (en F)	6
Antimoine et ses composés (en Sb)	0,3
Baryum (en Ba)	3
Bore (en B)	3
Sulfates (en SO_4^{2-})	1000
Ammoniaque (en NH_4)	10

Les valeurs limites précisés ci-dessus s'imposent à des prélèvement, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas d'une autosurveillance réalisée à l'aide de mesures ou de prélèvements discontinus ou d'autres procédures d'évaluation ponctuelle des émissions ou de prélèvements instantanés, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux normes en vigueur, ne dépasse pas la valeur limite.

Constats :

Les deux derniers rapport de contrôle des eaux issues du bassin d'écêtement ont été consultés en inspection :

- prélèvements IRH du 14 au 15 avril 2025 : résultats conformes ;
- prélèvements IRH du 5 au 6 novembre 2024 : résultats conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.4.1-b)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder à des analyses, réalisées sur des prélèvements 24 heures, sur les paramètres définis ci-dessous :

b) Rejet au milieu naturel

Paramètres :

- Débit
- pH
- Température
- DCO
- MES
- DBO5
- Indice phénols
- Cuivre
- Indice hydrocarbures

Périodicité : Trimestrielle

Paramètres :

- Azote global
- Azote Kjeldahl
- Phosphore total
- Arsenic
- Chrome hexavalent et ses composés
- Plomb
- Cadmium
- Chrome
- Mercure
- Nickel
- Zinc
- Étain

<ul style="list-style-type: none"> • Fer + Aluminium • AOX • Fluor • Antimoine • Baryum • Bore • Sulfates • Ammoniaque <p>Périodicité : Annuelle</p>
<p>Constats :</p> <p>Les périodicités trimestrielle et annuelle sont respectées et tous les paramètres de l'article 9.4.1-b) de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2024 font l'objet d'une analyse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Séparation des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.</p> <p>Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.</p> <p>Les déchets sont gérés conformément aux dispositions du titre IV du livre V du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les déchets sont triés et entreposés dans des zones dédiées.</p> <p>L'affectation des différentes aires ou bacs destinés à l'entreposage des déchets est clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre chronologique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 5.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Ce dernier est conservé pendant au moins trois ans. Le contenu de ce registre est fixé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du</p>

code de l'environnement.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Ce dernier n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection. Une synthèse des quantités de déchets sortants par typologie est réalisée mensuellement. La synthèse du mois d'avril a été consultée en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures périodiques des niveau sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Des mesures des niveaux sonores de l'établissement sont effectuées dans un délai de six mois suivant la mise en service des installations et renouvelées à l'occasion de toute modification notable des installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans. Elles seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non-respect des prescriptions qui précèdent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats en précisant les mesures prises ou prévues pour y remédier. Un nouveau contrôle doit alors être effectué à la suite de la mise en place des mesures correctives afin de justifier le retour à la conformité. Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées dans le bilan annuel visé à l'article 2.7.2 du présent arrêté avec les commentaires et actions correctives prises ou prévues le cas échéant.
Constats : La dernière mesure des niveaux sonores a été réalisée du 22 au 24 février 2022. Les nouvelles installations relatives à l'augmentation de la capacité de production ont été mises en service en octobre 2021. De ce fait la mesure des niveaux sonores a bien été effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service des nouvelles installations. Le rapport de l'APAVE conclut sur des niveaux sonores conformes en limite de propriété et en zone à émergence réglementée (ZER).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations

classées. Pour les substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement, l'état des stocks doit préciser la nature, l'état physique, la mention de danger, et la quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

L'état des matières stockées est mis à jour régulièrement et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des stockages.

L'ensemble de ces documents est facilement accessible et tenu en permanence à la disposition des services de secours.

Constats :

L'exploitant dispose :

- d'une liste des produits dangereux par zones de stockage mentionnant les quantités maximales susceptibles d'être stockées ;
- d'un inventaire mensuel ;
- d'un plan général du site sur lequel figure les zones de stockage.

Les fiches de données de sécurité des produits stockés sont disponibles sur site. Une fiche réflexe est affichée à proximité de chacun des produits. Celle-ci mentionne les informations importantes relatives au stockage et à l'utilisation du produit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : FDS Respect de ces dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH : FDS

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

Constats :

Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé - par sondage - la disponibilité et le respect, dans les ateliers, des fiches de données de sécurité suivantes (notamment les chapitres 2.2, 5 et 7 respectivement consacrés à l'étiquetage, à la défense incendie et aux conditions de stockage) :

- GENGARD GN7300 (traitement anticorrosion) : aucune non conformité n'a été détectée ;
- SOUDE LIQUIDE 30,5 % (produit détergent) : aucune non conformité n'a été détectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Four de fusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose d'une doctrine interne relative aux mesures à mettre en levure en cas de perte de confinement du four.
Constats : L'exploitant dispose d'une instruction de travail et d'une fiche réflexe intitulées "coulée de verre". Ces dernières n'ont pas été mises à jour suite à la parution de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024. L'exploitant a prévu un rendez-vous avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Hautes-Pyrénées à ce sujet afin de prendre en compte leurs attendus dans les documents précités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, disposer d'une doctrine interne relative aux mesures à mettre en œuvre en cas de perte de confinement du four. Cette dernière doit faire l'objet d'une validation par le SDIS 65.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Stockage extérieur de produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met en place un mode opératoire interne permettant de limiter, voir éviter, le risque d'effondrement pour les stockages sur deux niveaux de palettes en cas d'incendie et de garantir l'accès des secours en sécurité au niveau des zones de stockage.
Constats : Le mode opératoire interne permettant de limiter, voir éviter, le risque d'effondrement pour les stockages sur deux niveaux de palettes en cas d'incendie et de garantir l'accès des secours en sécurité au niveau des zones de stockage n'a pas été mis en place suite à la parution de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024. Une formation à destination des agents du site va être réalisée par le SDIS 65 au niveau des zones de stockages du 17 au 25 juin 2025. Suite à cette formation, la procédure sera mise en place afin de prendre en compte les attendus

du SDIS 65.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous un délai de trois mois, mettre en place un mode opératoire interne permettant de limiter, voir éviter, le risque d'effondrement pour les stockages sur deux niveaux de palettes en cas d'incendie et de garantir l'accès des secours en sécurité au niveau des zones de stockage. Ce mode opératoire doit faire l'objet d'une validation par le SDIS 65.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées du 10 au 26 mars 2025 par la société SOCOTEC (précédent contrôles du 11 au 24 mars 2024). Le rapport de contrôle fait état de 88 observations. 42 d'entre elles ont déjà été signalées lors des précédents contrôles. Les plus anciennes ont été signalées en 2017. Le compte-rendu Q18 conclut sur le fait que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Les observations sont traitées en interne par le service maintenance. La demande d'intervention, consultée en inspection, a été effectuée le 24 avril 2025 et transformée en ordre de travail (mission de 30 heures dont 2 heures réalisées à la date de l'inspection) le 6 mai 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai d'un mois, résoudre les 88 observations et transmettre les justificatifs associés ; • sous un délai deux mois, faire procéder à une vérification de l'ensemble de l'installation électrique par un organisme compétent. Le rapport de contrôle sera transmis à l'Inspection des installations classées à sa réception. <u>En cas de non transmission des justificatifs précités, dans les délais impartis, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au préfet des Hautes-Pyrénées.</u>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention dont l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
Constats : <p>Le site est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 276 extincteurs vérifiés par la société EUROFEU le 18 juin 2024 (précédent contrôle le 6 juillet 2023, prochain contrôle prévu le 23 juillet 2025) ; • de dispositifs de désenfumage vérifiés par la société RECURT le 12 décembre 2024 (précédent contrôle le 29 juin 2024) ; • d'un réseau de RIA vérifié par la société TYCO le 24 avril 2025 (précédent contrôle le 16 avril 2024) ; • d'un système d'alarme incendie vérifié par la société CMS le 20 mars 2025 (précédent contrôle le 6 septembre 2024) ; • d'un réseau d'hydrants vérifié par la société TYCO le 5 novembre 2024 (précédent contrôle le 16 avril 2024). <p>La personne nommément désignée pour assurer l'exploitation du site figure dans la procédure d'astreinte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>La surveillance en continu du paramètre NH₃ au niveau du point de rejet L2 est mise en place sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté les trois offres en cours d'étude pour l'installation d'une sonde permettant la surveillance en continu du paramètre NH_3 .

L'exploitant dispose d'un délai de 9 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour mettre en place la surveillance en continu du paramètre NH_3 .

Type de suites proposées : Sans suite